

Index AI : PRE01/354/2011
20 July 2011

Ex-Yougoslavie. Arrestation du dernier fugitif soupçonné de crimes de guerre

En réaction à l'arrestation mercredi 20 juillet en Serbie de **Goran Hadzic**, dernier suspect recherché par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre en Slavonie orientale (Croatie), le responsable des recherches sur la Serbie à Amnesty International, Sian Jones, a déclaré :

« Grâce à cette arrestation, qui n'a que trop tardé, les victimes de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité en Croatie pourront enfin obtenir justice. »

Goran Hadzic, ancien « président » de la république auto proclamée de Krajina, est accusé d'être responsable du meurtre, de l'emprisonnement et de l'asservissement au travail forcé de civils croates et d'autres non-Serbes. Inculpé en 2004, il s'était réfugié depuis lors dans la clandestinité.

L'arrestation de Goran Hadzic intervient deux mois après celle de l'ancien général bosno-serbe Ratko Mladic.

« Le Conseil de sécurité doit veiller à ce que le Tribunal dispose du temps et des ressources nécessaires pour juger Goran Hadzic et Ratko Mladic dans le respect des normes les plus strictes en matière de justice internationale. »

« Cette arrestation met en relief la nécessité pour les autorités des pays de l'ex-Yougoslavie d'enquêter sur les personnes soupçonnées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide et, lorsqu'il existe suffisamment de preuves recevables, d'engager des poursuites à leur encontre. Il y a des dizaines de milliers de tels suspects qui n'ont fait l'objet d'aucune enquête à ce jour. »

« Les autorités nationales doivent faire montre de volonté politique et de persévérance. La communauté internationale a la responsabilité, quant à elle, de vérifier que la justice de chacun de ces pays poursuit bien les auteurs des crimes odieux commis par toutes les parties au conflit, et de fournir une aide financière ou autre quand cela est nécessaire. »